

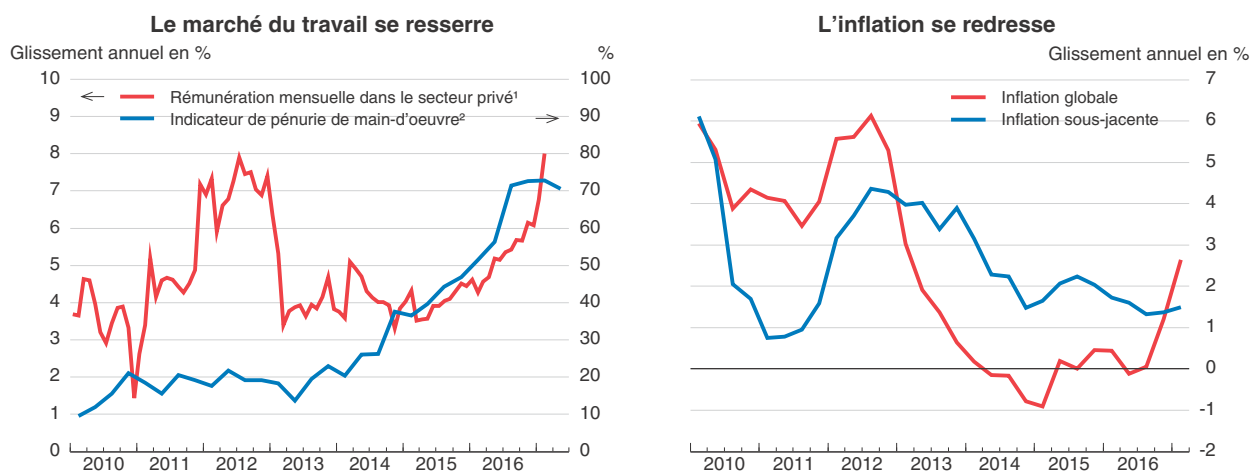
HONGRIE

L'activité économique s'est temporairement ralentie en 2016, mais elle a rebondi depuis, alimentée par l'investissement public du fait de la reprise des versements de fonds structurels de l'Union européenne (UE). L'investissement des entreprises devrait augmenter sous l'effet d'entrées d'investissement direct étranger (IDE) et de l'apparition de contraintes de capacités. Le dynamisme persistant de la consommation privée reposera sur la poursuite des créations d'emplois et de la hausse des salaires réels découlant du niveau historiquement bas du taux de chômage. La dégradation de la compétitivité-coûts extérieure limitera les gains de parts de marché à l'exportation.

La politique budgétaire conservera une orientation expansionniste, compte tenu des baisses d'impôts et de la mise en œuvre de mesures favorables à la croissance. La disparition du volant de ressources économiques inemployées et les fortes augmentations du salaire minimum légal ont accéléré la progression des salaires, et la hausse des prix à la consommation devrait dépasser au début de 2018 l'objectif de 3 % visé par la banque centrale, ce qui appellera un resserrement monétaire.

La Hongrie bénéficie de la mondialisation sous la forme d'entrées d'IDE dans certains secteurs et régions. Une réglementation et une politique de la concurrence plus propices au jeu du marché favoriseraient l'émergence d'entreprises compétitives participant aux chaînes de valeur mondiales. Les entreprises hongroises pourraient mieux exploiter ces possibilités offertes par les marchés extérieurs si les ressources publiques consacrées aux programmes de travaux d'intérêt public était réaffectées plus rapidement à des dispositifs pertinents de formation et de développement des compétences, ce qui permettrait à d'autres secteurs et régions d'exploiter ces possibilités.

Hongrie



1. Moyenne mobile sur trois mois.

2. Pourcentage d'entreprises du secteur industriel citant la pénurie de main-d'oeuvre comme facteur limitatif de la production.

Source : Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; Eurostat ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

Hongrie : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de HUF	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2005)				
PIB aux prix du marché	30 450.9	3.9	3.1	1.9	3.8	3.4
Consommation privée	15 718.2	2.5	3.4	5.0	5.0	5.0
Consommation publique	5 948.5	4.5	1.0	0.1	1.0	1.1
Formation brute de capital fixe	6 308.2	9.9	1.9	-15.5	8.3	7.2
Demande intérieure finale	27 974.9	4.6	2.5	-1.0	4.7	4.6
Variation des stocks ¹	366.2	0.1	-1.0	2.2	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	28 341.1	4.6	1.4	1.5	4.5	4.5
Exportations de biens et services	25 909.4	9.8	7.7	5.8	4.8	5.4
Importations de biens et services	23 799.7	10.9	6.1	5.7	5.8	6.8
Exportations nettes ¹	2 109.8	-0.2	1.8	0.6	-0.3	-0.7
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	3.2	1.7	0.7	1.7	3.7
Indice des prix à la consommation	—	-0.2	-0.1	0.4	3.0	3.0
Déflateur de la consommation privée	—	1.0	-0.3	0.2	2.2	3.0
Taux de chômage	—	7.7	6.8	5.1	4.2	3.9
Solde des administrations publiques ²	—	-2.1	-1.5	-1.8	-2.6	-2.7
Dette brute des administrations publiques ²	—	97.9	96.4	96.8	96.0	94.3
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ²	—	75.0	74.2	73.8	72.9	71.2
Balance des opérations courantes ²	—	2.1	3.3	4.9	3.6	2.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 101.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933505866>

La croissance repose sur la consommation privée

En 2016, la consommation privée est devenue, sous l'effet de la progression des revenus réels, le principal déterminant de l'expansion économique, et sa croissance devrait rester dynamique. L'investissement a reculé compte tenu de la diminution des dépenses d'infrastructures publiques, mais devrait se redresser grâce à l'accélération des versements de fonds structurels de l'UE. Cette diminution n'a en effet été que partiellement contrebalancée par la hausse de l'investissement des entreprises, l'effet des conditions de crédit favorables et de l'optimisme des entreprises compensant largement l'impact négatif de la montée des coûts unitaires de main-d'œuvre. Compte tenu de la hausse de la production industrielle et des commandes à l'exportation, l'investissement des entreprises devrait continuer d'augmenter en 2017. De nouvelles aides au logement ont entraîné une hausse du nombre de permis de construire et de l'investissement résidentiel. La progression des exportations s'est ralentie, les gains de parts de marché étant freinés par la dégradation des conditions du marché, qui a contraint les exportateurs à réduire leurs prix.

Le dynamisme de la création d'emplois dans le secteur privé a contribué à ramener le taux de chômage à 4.5 % malgré une diminution du recours généralisé aux programmes de travaux d'intérêt public. La progression des salaires dans le secteur privé s'est accélérée et cette évolution va se poursuivre, étant donné qu'un accord salarial d'une durée de six ans

prévoit un relèvement du salaire minimum compris entre 15 % et 25 % en 2017, puis une nouvelle hausse de 8 % à 12 % en 2018 ; ces augmentations de coûts imposées aux employeurs sont en partie compensées par un allègement des impôts sur les sociétés et des cotisations de sécurité sociales, destiné à préserver la compétitivité extérieure. La hausse des prix à la consommation s'est accélérée pour s'établir à près de 3 % au début de 2017, ce qui tenait en partie seulement aux effets temporaires de l'augmentation des prix de l'énergie et des impôts indirects.

Le caractère expansionniste de la politique budgétaire alimente les tensions inflationnistes

La politique budgétaire devrait être expansionniste en 2017, compte tenu de la réduction de l'impôt sur sociétés, des cotisations de sécurité sociale et du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) appliqué à certains biens, conjuguée à l'accroissement des dépenses publiques et des aides au logement. En conséquence, le déficit budgétaire devrait augmenter de trois quarts de point de PIB, pour s'établir à 2.6 % du produit intérieur brut. L'effet stimulant induit sur la demande accentuera les tensions sur le marché du travail et sur les coûts. La banque centrale a indiqué que l'orientation accommodante de sa politique restait appropriée pour atteindre son objectif d'inflation de 3 %. Toutefois, la progression des salaires réels étant déjà plus rapide que la croissance de la productivité, cela pèse sur les bénéfices et la compétitivité-coûts extérieure, ce qui réduit l'attractivité de la Hongrie en tant que destination d'IDE et entrave le processus de mondialisation.

L'activité devrait s'accélérer grâce au renforcement de la demande intérieure

La demande intérieure va rester le moteur de l'activité économique. Les dépenses publiques d'infrastructures se redresseront du fait de l'accélération des versements de fonds structurels de l'UE, et l'investissement des entreprises bénéficiera de conditions de crédit favorables et de l'apparition de goulets d'étranglement au niveau de la production, tandis que les aides au logement stimuleront l'activité dans le secteur de la construction. La croissance vigoureuse de la consommation privée devrait se poursuivre, les revenus réels étant tirés vers le haut par l'augmentation des salaires réels et l'allègement des impôts. La forte croissance des exportations va se modérer, les augmentations de coûts dégradant la compétitivité des produits hongrois. Un redressement marqué des importations réduira l'ample excédent des paiements courants. Les tensions sur les ressources pourraient porter le taux d'inflation à 3.4 % d'ici à la fin de 2018.

Une réduction plus rapide qu'on ne l'anticipe des programmes de travaux d'intérêt public libérerait des ressources en main-d'œuvre pour le secteur privé, ce qui atténuerait les tensions sur le marché du travail et les tensions inflationnistes. De même, des gains de productivité plus importants que prévu, résultant de l'investissement dans les infrastructures publiques et de l'investissement des entreprises, pourraient préserver l'attractivité de la Hongrie en matière d'IDE. De nouvelles turbulences financières freinant la croissance européenne, de même qu'une progression plus rapide des salaires, réduiraient les exportations.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2017 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2017-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2017), « Hongrie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2017 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2017-1-22-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.